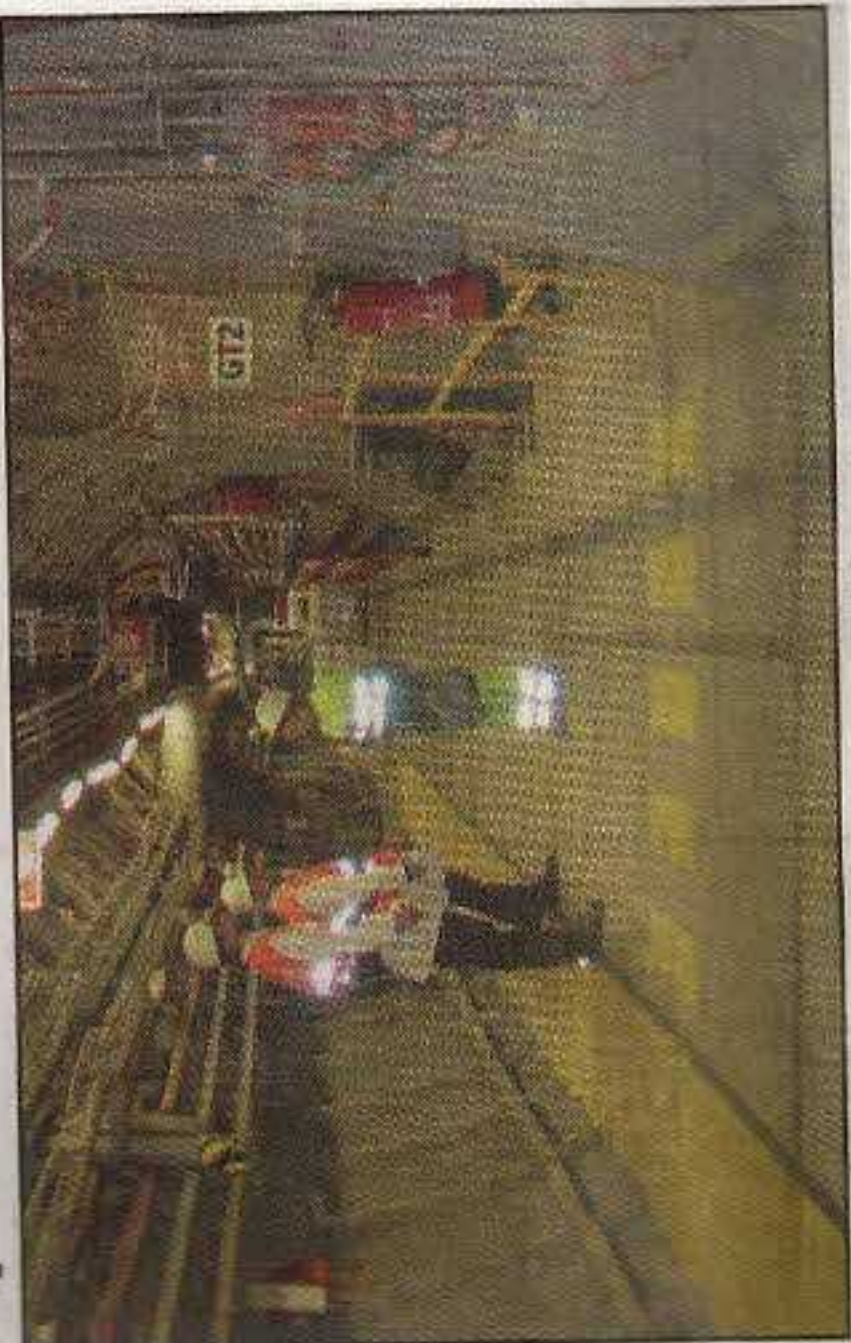


4  
**7 Jours dans le Sud Meusien**  
**Déchets nucléaires : Bure en questions**



L'Abeille  
 28 octobre 2011

## Déchets nucléaires : Bure en questions

Dernièrement, le comité local d'information et de suivi du laboratoire de Bure (Clis) avait invité la presse à participer à une journée de réflexions et d'échanges. La journée, managée par Benoît Jaquet, secrétaire général du Clis, commença par une visite dans les entrailles de Bure, à 490 m de profondeur, pilotée par Sandra Dewonck, chef du service coordination et stratégie expérimentales à l'Andra (agence nationale pour la gestion des déchets). Puis se poursuivit dans les locaux du Clis aux fins de débattre avec Arjun Makhijani de l'institut pour l'énergie et la recherche environnementale (IEER), organisme international indépendant. Une contre-expertise du Clis pour s'informer et informer.

Comme l'a rappelé le président du Clis, Jean-Louis Canova, « beaucoup de questions se posent après le rapport de l'IEER » rendu en début d'année. Notons de suite que parmi les autres Clis ou Cli (commissions locales d'information de Soulaïnes, Nogent-sur-Seine Chooz,...), celui de Bure est « le seul exemple à avoir engagé des expertises indépendantes ». C'est dire combien il est attaché à informer, notamment en prévision du débat public programmé en 2013, à diffuser cette information au travers des médias (Ouest France, Le Figaro, la chaîne de télévision allemande ZDF, Voix de la Haute-Marne et l'Abeille étaient présents) ; et à la faire

remonter puisqu'une entrevue était envisagée entre d'une part l'IEER et le vice-président du Clis, Robert Fernbach, et d'autre part l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), puis la commission nationale d'évaluation (CNE). Précisons également que l'IEER et l'Andra s'étaient bien rencontrés, après la remise du rapport. Mais chacun est resté sur ses positions. Quelles sont-elles ? Quelles sont suite au rapport de l'IEER les interrogations du Clis. Une contre-expertise pour « ne pas nous faire avaler des couleuvres »

Pour Jean-Louis Canova, il est clair désormais que la réversibilité du stockage est une « contrainte sociétale » pour permettre au projet d'enfouissement en profondeur des déchets nucléaires à haute et moyenne activité et à vie longue d'être plus facilement accepté. De même que la descenderie à 5 kilomètres (dont l'entrée serait située en Haute-Marne ?), ce qui amène à se poser le problème du transport des déchets et par suite de la sécurité. « Pourquoi pas au-dessus de la zone d'intérêt pour la reconnaissance approfondie (Zira) ». Ceci dit, ce qui inquiète le plus Jean-Louis Canova, c'est qu'« on essaie de nous faire accepter un projet à pas de charge. L'Andra a des délais trop courts de par la loi. A nous de convaincre les législateurs et à faire

reculer le calendrier ». Le Clis reste donc attentif, c'est en ce sens également qu'il a demandé une contre-expertise à l'IEER pour « qu'on ne nous fasse pas avaler des couleuvres. Il y va de la vie de nos descendants ». Une contre-expertise qui cherche des réponses à ses questions. De son côté, Arjun Makhijani de l'IEER, s'il salue le travail de l'Andra, reconnaît lui aussi que le « calendrier est trop tendu » pour une demande d'autorisation de construction en 2015 et une mise en service du stockage en 2025. « Il faudrait plusieurs années de plus ». Par ailleurs, ce qui le préoccupe aussi dans le projet,

- c'est que toutes les expériences sont faites dans le laboratoire souterrain, or la roche ne présentera pas forcément les mêmes caractéristiques dans la zira, qui est une zone plus vaste d'implantation, - « l'Andra étudie les paramètres un par un et non tous ensemble et de ce fait ne calcule pas la performance maximale », - enfin « on n'a pas de données de simulations réalistes ». Il reste aussi que des questions se posent comme la profondeur des failles, les fractures qui ne s'auto-cicatrisent pas forcément, l'hyperconfiance de l'Andra dans la propriété de la roche, la conductivité hydraulique, l'eau qu'utiliseront les générations futures : avec quelle rapidité les éléments contaminants vont-ils être transportés. Pour l'Andra, ce sera un transport diffusif, pour

l'IEER il sera convectif et par suite le rapport entre les doses maximales et les doses minimales est « d'une incertitude trop grande »... Pour finir, « tous les risques potentiels sont pour nos successeurs » feront remarquer Jean-Marc Fleury et Michel Marie. Il ressort de ces échanges que le problème des déchets nucléaires est loin d'être réglé. D'autant qu'il n'y a « aucun autre exemple de gestion des HAVL ». En attendant la période qui s'annonce, préélectorale, peut être propice pour parler de Bure, porter le débat sur l'enfouissement auprès des candidats... (ChB)

